Xme Année. — N° 293. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 12 Novembre 1910.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— ; Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.— ; Six mois, Fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Ecole Ferrer de Lausanne

Tous les camarades sont chaleureusement invités à l'inauguration de l'Ecole Ferrer de Lausanne. Ce sera une manifestation de ralliement de tous les défenseurs de la liberté et du peuple.

Rendez-vous dimanche 13 novembre, à 2 heures après-midi, à la Maison du Peuple, Lausanne. Visite des locaux. Réunion de propagande. Le soir représentation de la Clairière *et allocution de l'instituteur de l'Ecole, Duvaud.*

NE VOTONS PAS

Travailleurs,

Dans la comédie électorale, qui va se jouer une fois de plus, voulez-vous comme à l'ordinaire être les comparses à la suite des candidats multicolores au rôle plus ou moins important et se disputant l'honneur de « se dévouer » à la chose publique ?

Chaque année vous renouvelez un Conseil quelconque, et quelques jours avant celui du vote, une bande de quémandeurs, de flatteurs et surtout de menteurs s'adressent à vous, pour vous rappeler que vous êtes le peuple souverain, dont toute la souveraineté se résume dans le suffrage par lequel vous vous donnez des maîtres, qui escamotent ensuite tous vos droits. Par quel incroyable aveuglement la même grossière tromperie peut-elle ainsi se répéter toujours, malgré les déceptions, les violences et les trahisons que les gouvernants de tous les partis ont réservées au peuple ?

Tout d'abord, c'est une erreur que de voir dans les candidats des différentes listes se ruant à la conquête de l'assiette au beurre des *ennemis ;* ce ne sont en réalité que des *concurrents,* complices les uns des autres dans l'exploitation politique du pays. De même qu'industriels et commerçants, malgré la concurrence, finissent par s'entendre entre eux, les politiciens sont tous liés par un intérêt commun et sous leurs luttes apparentes se cache la solidarité bien réelle d'hommes jouissant d'une situation privilégiée.

Bien plus, la plupart de ces individus qui affirment vouloir se donner entièrement au mandat qu'ils sollicitent, se hâteront d'y renoncer dès qu'ils pourront obtenir une place ou une sinécure quelconque. Leur but n'est donc pas de servir le peuple, mais de s'en servir pour arriver plus vite à émarger au budget de l'Etat.

Ouvriers, Camarades,

Il n'est pas possible que vous continuiez à vous faire des illusions sur la valeur du bulletin de vote. Tous les pouvoirs ne peuvent aboutir qu'à la défense des propriétaires contre les déshérités, des privilégiés contre les opprimés. L'ordre légal dont tous les partis se déclarent soucieux, n'est autre chose que le respect et l'acceptation de toutes les iniquités commises contre vous. La sympathie que les élus affirment éprouver pour la masse travailleuse, cesse aussitôt que celle-ci réclame la moindre partie de ce qui lui est dû. Rappelez-vous que dans les conflits économiques, ce sont toujours les ouvriers frappés et condamnés, qui ont *légalement* tort, car la loi ne peut reconnaître et défendre que les intérêts établis et les droits acquis contre les intérêts et les droits nouveaux dont la foule acquiert peu à peu la conscience. Les institutions actuelles visant surtout à la défense, au maintien et au développement de l'exploitation du travail par les classes nanties, tout mouvement d'émancipation et de progrès ne peut avoir qu'un caractère extra-légal, accompli non pas en collaboration avec les dirigeants, mais contre eux. Les soi-disant lois de protection ouvrière, violées systématiquement dans ce qu'elles peuvent avoir d'utile pour nous, servent d'autre part à augmenter les attributions et les fonctions de l'Etat, tout en restreignant chaque jour notre liberté d'action. Une liberté même partielle devient, d'ailleurs, pour nos maîtres une licence dès qu'elle ne favorise pas leurs privilèges de classe. Voyez ce qui en est pour le droit de grève, désormais refusé à tous les ouvriers et employés des services publics.

Quel a donc été le rôle des autorités dans toutes les luttes que nous avons dû soutenir au cours de ces dernières années pour empêcher que notre situation économique n'empirât avec le renchérissement de la vie ? Assurer si possible l'exploitation des patrons, d'abord ; hâter l'écrasement des salariés, ensuite, par les menaces, les pressions et les persécutions policières et autres, car toute tentative de diminuer notre misère revêt forcément un caractère de désordre dans une société dont toute la vie économique et politique est basée sur cette misère.

Le gouvernement genevois n'avouait-il pas que si pour appuyer la Compagnie du P.-L.-M. au moment de la grève, il avait toléré sur territoire genevois des militaires français en activité de service, le gouvernement français à son tour avait toléré, lors de la dernière grève des tramways, des miliciens suisses en armes à Annemasse ? Ainsi les armées soit-disant instituées pour la défense de la patrie, servent à la protection internationale de l'exploitation capitaliste pour laquelle les frontières n'existent déjà plus. Et vous iriez par votre vote sanctionner cet état de choses ? Quels que soient les candidats que vous appuyerez, vous donnerez en votant votre adhésion au régime qui nous est imposé, sans avoir même l'espoir d'une modification quelque peu importante, puisque vous savez à n'en pas douter que les élections pacifiques donnent toujours le pouvoir aux vieux partis conservateurs.

Travailleurs,

Certains soi-disant socialistes en mal de députation, nous objecteront : — « Faut-il donc laisser tout faire, sans opposition aucune ? »

Rien de plus ridicule que la fameuse opposition parlementaire, que l'on sait toujours vaincue à l'avance. Elle ne sert qu'à légitimer toutes les mesures que le pouvoir législatif est fatalement amené à prendre contre le peuple, car elles ne l'auront été que sur une base et moyennant des formes consacrées par le suffrage populaire lui-même. Une opposition efficace ne peut être d'initiative parlementaire, mais elle doit venir de la foule elle-même et s'affirmer ailleurs que dans les parlements. Les électeurs confiants dans l'œuvre des élus attendent d'une députation ce qui ne peut résulter que de leur propre action directe. En admettant même la parfaite honnêteté des représentants, il est évident que quelques hommes ne pourront nous procurer ce qu'il nous serait bien plus facile d'obtenir nous-mêmes, qui, étant le grand nombre, pouvons être la force.

La conquête à laquelle nous devons viser n'est d'ailleurs pas celle du pouvoir. Nous n'aurons jamais à passer notre vie à l'Hôtel de Ville, mais bien dans les usines, les ateliers, les fabriques, les chantiers, les champs, partout où l'on travaille, produit et crée. Et c'est à conquérir pour nous la terre, les machines, l'outillage, les matières premières que nous devons nous préparer pour soustraire notre travail à toute exploitation et à toute autorité, hâtant ainsi l'avènement d'un nouveau monde de bien-être et de liberté.

Ouvriers, Camarades,

Voter c'est reconnaître son esclavage ;

Voter c'est abdiquer tous ses droits dans les mains de quelques politiciens ;

Voter c'est permettre aux classes nanties de légitimer leurs iniquités par la sanction du suffrage universel ;

Voter c'est trahir la cause de l'émancipation populaire pour se rallier au régime capitaliste.

Travailleurs, abstenez-vous ! L'arme du bulletin de vote sera toujours nulle pour la défense de vos intérêts, et bien qu'elle ait été forgée par eux et tout à leur avantage, vos maîtres ne s'en contentent point pour maintenir leur domination et recourent de plus en plus à la force armée.

Faites-en de même à l'occasion, et désertez les urnes !

GROUPE DU RÉVEIL ANARCHISTE.

Le principe d'organisation

Il y a des anarchistes qui, tout en admettant que les hommes doivent s'organiser pour la défense de leurs idées et de leurs intérêts, voient toujours dans l'organisation autorité ou danger d'autorité, aussi l'acceptent-ils à contre-cœur et contraints par l'évidente impuissance de chaque homme à agir efficacement et à se défendre seul. Ils attribuent cette impuissance à l'état social actuel, au peu de conscience et au peu d'initiative des individus et ils espèrent qu'un jour viendra où chacun ayant le pouvoir et la volonté d'agir par soi-même, il n'y aura plus besoin d'organisation.

Nous croyons au contraire que l'organisation n'est pas une nécessité transitoire, une question de tactique et d'opportunité, mais qu'elle est une nécessité inhérente à la société humaine et doit être considérée par nous comme une question de principe ; nous croyons que loin qu'il y ait contradiction entre l'idée d'anarchie et l'idée d'organisation, l'anarchie ne peut exister, ne peut se concevoir sinon comme l'organisation de tous les intérêts communs, organisation libre et faite par les interessés eux-mêmes.

Et, en effet, qu'est un homme isolé ? peut-il vivre ? peut-il seulement arriver à subsister si par homme on entend quelque chose de supérieur à une brute ?

Est-il nécessaire de démontrer que c'est seulement par le contact de ses semblables et par la coopération que l'homme a pu sortir de l'animalité et atteindre peu à peu le degré de développement où il se trouve ? Faut-il exposer que c'est seulement en profitant du travail et des idées de tous que l'individu peut satisfaire ses besoins matériels et moraux et avancer dans la voie du progrès ?

« Mais, nous objecte-t-on, en niant l'organisation, « nous n'entendons pas nier l'accord, l'association. « L'organisation est nécessairement autoritaire, « puisque organisation signifie fonctionnement « régulier et uniforme d'organes dans un but « donné ; donc, si les organes veulent fonctionner « selon leurs tendances, ils doivent renoncer à « l'organisation. »

Et nous répondons : que peut bien être une association qui n'est pas organisée, sinon une coexistence, un enlacement d'unités sans rapports définis, sans liens organiques ? Et à quoi sert l'association si elle n'est pas une coordination, une coopération de forces dans un but commun ? La somme pure et simple d'unités séparées suppose elle-même des règles, parce que les forces ne s'ajoutent qu'à la condition d'agir en même temps et dans la même direction.

Une société quelque peu développée n'est pas possible sans la division du travail, c'est-à-dire sans que chaque individu se charge d'une certaine partie du travail social et devienne un des organes d'un organisme. Si des maisons sont nécessaires, il faut des maçons et dix autres catégories d'ouvriers et si ceux-ci veulent travailler et construire les maisons, il faut évidemment qu'ils s'accordent et se soumettent aux règles nécessaires.

La différence entre la société actuelle et celle que nous nommons anarchique est qu'aujourd'hui le travail est organisé par une classe privilégiée, sans l'intervention et contre les intérêts des travailleurs, tandis que, selon nous, il devrait être organisé par les travailleurs eux-mêmes, guidés par leurs propres intérêts.

Or, il y a autorité quand celui qui travaille et produit ou agit d'une manière quelconque ne peut

pas s'entendre avec les autres et régler sa propre activité conformément à ses intérêts et à ses goûts et doit subir les lois que d'autres lui imposent pour des intérêts qui ne sont pas les siens. Et cette autorité avec l'exploitation qui en dérive, ne provient pas seulement de la violence matérielle mais aussi (et dans les sociétés avancées on peut dire principalement) de ce que les hommes ne sachant pas s'organiser d'eux-mêmes pour atteindre les fins de la société, ou n'y pensant pas, se trouvent dans la nécessité de subir et d'invoquer l'organisation que quelques-uns (le gouvernement et les capitalistes font sans eux... et contre eux).

« Diviser pour régner » est une maxime de gouvernement vieille mais toujours juste.

✠

Il y a deux modes d'organisation qui correspondent à deux conceptions différentes de la société, à deux idéals opposés.

Chacun sait et, soit expressément, soit tacitement, reconnaît que l'homme a besoin de l'homme et que la société résulte de ce besoin et de la nécessité de le satisfaire. Mais quelques-uns, érigeant en principe l'état de choses actuel et recourant pour le justifier à une grossière analogie, soutiennent que le but de l'association et de la coopération entre les hommes est de concourir au perfectionnement et au bien-être de la « société », et que le bien individuel doit être sacrifié au bien général de même que dans un organisme animal complexe le travail des cellules et des divers organes est fait pour l'organisme tout entier qui seul est doué de conscience et capable de jouir et de souffrir.

Mais, comme dans la société humaine chaque individu est doué de conscience et que, par contre, il n'existe aucune conscience collective, le bien général dont parlent les théoriciens en question signifie, pratiquement, le bien de ceux qui commandent.

D'autres, au contraire, pensent que le but de la société doit être le bien-être et le développement de tous ses membres, qu'en conséquence tous doivent avoir des droits égaux et des moyens égaux, de sorte qu'aucun homme ne puisse en obliger un autre à agir contre sa propre volonté.

A la première conception correspond l'organisation autoritaire dont l'idéal est de concentrer le pouvoir aux mains de quelques-uns et de réduire les autres, la grande masse, à être de parfaits instruments de production obéissant aveuglément aux ordres des premiers.

C'est entre ces deux types d'organisation qu'il faut choisir. Ou s'unir librement sur la base de l'égalité et de la solidarité, ou laisser patrons, gouvernement et chefs de toutes sortes nous assigner notre poste dans une organisation faite sans nous et contre nous, nous diriger et nous exploiter à plaisir. Il n'y a pas d'autre chemin pour sortir de là, à moins que l'on ne veuille et ne puisse être patron et commandant et faire à autrui ce qu'on ne voudrait pas qu'autrui nous fasse.

Vivre isolé ou vivre unis mécaniquement aux autres, cela ne se peut. L'organe qui pour fonctionner selon ses propres tendances renoncerait à l'organisation cesserait d'accomplir toute fonction organique et mourrait. Errico MALATESTA.

LA GRANDE MASSACREUSE

V

En parlant de la garde nationale, il ne faut pas oublier ce que disait le marquis de la Rochethulon à la commission d'enquête, en parlant de l'armée et de la garde nationale de Paris. Ce passage de sa déposition est à citer textuellement : « A un des conseils de guerre qui précédèrent le combat de Buzenval, un général discutait un plan d'attaque, lorsqu'un membre du gouvernement de la Défense nationale s'écria : « Général, ce n'est pas cela, il faut que la garde nationale fasse une grande sortie. » Le général lui répondit : « La garde nationale n'est pas organisée pour livrer un combat en rase campagne. » « Cela ne fait rien, général, répliqua le membre du gouvernement, l'opinion publique ne s'apaisera que quand il y aura dix mille gardes nationaux par terre (1). »

Ces hommes qui parlaient encore de résistance étaient vraiment de trop. Les politiciens, arrivés au gouvernement par les hasards de la guerre, avaient hâte d'en jouir dans les délices d'une paix achetée au prix des pires sacrifices. On avait eu des discussions enflammées, on avait prononcé, pour se faire élire, de ces mots historiques et ridicules, que la masse amorphe acclame toujours (2). On avait dit : « Pas une pierre de nos forteresses, pas un pouce de notre territoire (3). » Et l'on avait évacué toutes les forteresses, et Jules Favre, le vieillard décrépit, qui ne sut que pleurer à Ferrières, cédait l'Alsace et la moitié de la Lorraine. Le gouvernement de Paris avait dit : « Je ne capitulerai pas ». Et il avait capitulé. On avait dit encore : « Après les avants-postes, les forts ; après les forts, les remparts ; après les remparts, les barricades ; et si l'ennemi, enfin victorieux de tant d'obstacles, s'établit dans nos murs, il n'y régnera que sur des ruines. » Et l'on n'avait eu qu'une seule idée : en finir au plus vite, en acceptant toutes les conditions, même les plus humiliantes, comme cette entrée solennelle des Prussiens dans une ville qu'il n'avaient même pas sérieusement menacée, que le bombardement avait à peine entamée, et où le peuple seul avait souffert de la faim (4).

Cette complaisante lâcheté du gouvernement, l'ennemi lui en tiendra compte, au moment suprême de la lutte fratricide. Il suffit de s'en rapporter à ce que dit un des principaux chefs allemands, le maréchal de Moltke :

« Les gouvernants (français), liés par les conventions de l'armistice, se trouvaient à peu près désarmés vis-à-vis de ce danger (la Commune). Mais l'état-major allemand s'empressa de leur accorder l'autorisation de réunir des forces d'un effectif de 80,000 hommes, formées par les corps postés à Besançon, à Auxerre et à Cambrai ; on leur accorda le libre parcours à travers le territoire occupé par les Allemands. Le 4 avril, le maréchal de Mac-Mahon commença les opérations contre Paris.... Le 21, il forçait l'entrée de la ville. Pendant huit jours, les insurgés défendirent leurs barricades, et, de grandes masses de fuyards menaçant de forcer les lignes allemandes, la troisième armée reçut l'ordre de se concentrer davantage encore. Les avant-postes furent établis dans le voisinage immédiat des portes de la ville ; ils ne laissèrent sortir personne jusqu'à ce que, à la fin, Paris fut de nouveau au pouvoir du gouvernement (5). En effet, le 20 mai, au moment où se préparait le « grand assaut », Mac-Mahon avait signé, avec le prince de Saxe, une convention par laquelle les Prussiens s'engageaient à interdire le passage à tout fuyard. Les Allemands observèrent si bien cette convention que leurs avant-postes fusillèrent, dès le lundi matin, de jeunes ouvrières qui se rendaient à leur atelier situé à Saint-Ouen. Le jour même, dans le service du docteur Alphonse Guérin, à l'hôpital Saint-Louis, mourut une enfant de quinze ans, qui avait eue ainsi la poitrine percée de part en part (6).

On a beaucoup plaisanté sur la crédulité des hommes de la Commune, publiant une information plutôt apocryphe, d'après laquelle on aurait vu les Prussiens livrant un canon Krupp aux Versaillais. On avouera que les mesures dont bénéficiait le gouvernement valaient cent fois une malheureuse bouche à feu dont on n'avait pas besoin. Dans les ministères on avait, du reste, trouvé toute une série de télégrammes qui prouvent que, bien avant le 18 mars, le gouvernement négociait avec les Prussiens, non seulement le passage des troupes, destinées à venir en aide à « l'ordre », mais encore l'achat d'armes, témoin cette dépêche de Thiers au ministre de la guerre, à Paris : « Veillez bien à la réception des troupes. Assurez-vous de leur esprit. Traitez-les le mieux possible, quoiqu'il en doive coûter. Etablissez-les de manière à laisser ensemble les brigades... Reléguez dans les forts les troupes qui vous sembleront avoir besoin d'être enfermées... Faites avec les Prussiens les marchés de fusils dont vous me parlez, mais veillez à leur qualité et à leur prix.... (7) »

Thiers a déclaré qu'il était faux qu'il eut des difficultés avec le gouvernement prussien à cause de la Commune ! « M. de Bismarck, dit-il, nous offrait publiquement ses secours contre la Commune, secours qu'évidemment, nous ne pouvions point accepter.... Malgré ces démêlés, malgré le traité qui limitait à 40,000 hommes l'armée de Paris, M. de Bismarck consentit à une augmentation qui fut d'abord de 100,000 hommes, puis de 130,000. Il nous en fournit lui-même les moyens, en nous renvoyant un nombre assez considérable de nos prisonniers.... Les troupes que nous avions étaient très jeunes, elles n'avaient pas beaucoup vu le feu. Il y avait près de la frontière beaucoup de nos soldats faits prisonniers à Metz ; ceux-là avaient pu voir 47,000 hommes abattus en un seul jour à Gravelotte. Je demandai qu'on me les rendît le plus tôt possible. M. de Bismarck y consentit (8).

Il a paru jadis, dans *la Marseillaise*, une note très curieuse, dont je n'ai pu contrôler l'origine, mais qui corrobore divers renseignements et qu'il est assez curieux de comparer à cette déposition de Thiers. Cette note est d'un ex-chef d'état-major : » Quoi qu'on ait gardé sur ce point un silence profond, il y a eu entre M. de Bismarck et l'illustre homme d'Etat, M. Thiers, une convention aux termes de laquelle les Prussiens devaient, le 1er juin 1871, *prêter main-forte aux troupes versaillaises*, si à cette date elles n'avaient point triomphé de l'insurrection parisienne. Ce fait est parfaitement authentique ; M. du Camp y fait lui-même allusion dans le dernier ou l'avant-dernier numéro de la *Revue des deux Mondes*. Naturellement, ce n'est point pour l'amour de l'art que les Allemands agissaient ainsi. On les soudoya, pour employer l'expression de M. des Houx, au moyen d'une *rectification de frontière*. Par cette annexe au traité de Francfort, le « libérateur du territoire » livra aux allemands, en échange de leur coopération éventuelle le district minier de Sainte-Marie-aux-Mines, que nous avaient laissé les préliminaires de Ferrières (9).

A propos des avantages excessifs et surprenants accordés aux Allemands par le traité définitif qui, à l'encontre de tout précédent, était bien plus désavantageux que les préliminaires de paix, un journal anglais de l'époque écrivait ceci : « Tout cela paraîtrait inexplicable, si on n'avait la clef de l'énigme : l'anxiété du gouvernement de Versailles de maintenir son pouvoir. MM. Favre et Pouyer-Quertier se son rendus à Francfort avec l'intention bien arrêtée de céder à M. Bismarck, pourvu que celui-ci leur accordât, à titre de compensation, la permission de reconquérir Paris. Ils ont cédé tous les points disputés, à la seule fin d'empêcher les Allemands de se jeter entre eux et l'objet de leur vengeance : Paris » (10).

C'est, du reste, avec un touchant intérêt que les bons amis du troisième corps allemand suivaient les progrès, un peu lents mais si sûrs, de leurs copains français, ainsi qu'on peut en juger par les longues et nombreuses dépêches de l'Etat Major allemand.

En voici un échantillon : « Compiègne, 3 avril, 10 heures du soir. Dépêche de l'Etat Major prussien aux autorités militaires de Berlin. — Le combat principal a eu lieu au sud, près de Châtillon et de Fontenay-aux-Roses. Flourens aurait été fait prisonnier avec 8000 hommes. Le Mont-Valérien est aux mains des Versaillais. Le commandant suspect avait été remplacé dans la nuit. Les prisonniers parisiens ont été fusillés sur le champ. Le Mont-Valérien a pris une part très heureuse au combat. Pertes des Parisiens considérables. Les efforts des insurgés ont surtout échoué, grâce aux positions fortifiées, établies par les Allemands » (11).

(A suivre.) UN RÉVOLTÉ.

---

(1) *Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars.* Rapport du marquis de la Rochethulon.

(2) Le 16 janvier 1871, le gouvernement de Paris disait : « Rien ne fera tomber les armes de nos mains. Courage, confiance, patriotisme. Le gouvernement de Paris ne capitulera pas. »

Le général Ducrot dînait, dans les derniers jours de novembre, rue de Miromesnil, et parmi les convives se trouvait Ferdinand de Lesseps, le futur grand tripoteur du Panama. Au café, on apporta de l'Imprimerie nationale au général les épreuves de sa proclamation. Il la lut. De Lesseps tirant son crayon, dit au général : — Il faut ajouter cette phrase : « Pour moi, j'y suis bien résolu, je ne rentrerai à Paris que mort ou victorieux ». (Comte d'Hérisson : *Journal d'un officier d'ordonnance.*)

Le 28 novembre, en effet, fut affichée la proclamation du général en chef de la deuxième armée de Paris, où se lisait cette phrase : « Pour moi, j'y suis bien résolu, j'en fais le serment devant vous, devant la nation tout entière, je ne rentrerai dans Paris que mort ou victorieux ; vous pourrez me voir tomber, vous ne me verrez pas reculer. Alors, ne vous arrêtez pas, vengez-moi ! » Inutile d'ajouter que le « brave » général rentra à Paris ni mort ni victorieux, mais, bien au contraire, vivant et battu à plate couture.

(3) Le 20 septembre, le gouvernement de la Défense nationale voulut calmer l'agitation populaire par une proclamation de nature à dissiper tous les doutes : « On a répandu le bruit que le gouvernement de la Défense nationale songeait à abandonner la politique pour laquelle il a été placé au poste de l'honneur et du péril.

« Cette politique est celle qui se formule en ces termes :

« Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses.

« Le gouvernement la maintiendra jusqu'à la fin. »

(4) On souffrit de la faim, pendant que la bourgeoisie trafiquait des substances cachées et vendues hors de prix à la foule misérable et affaiblie. Les « bas-fonds de la société » acceptèrent le sacrifice, pendant que la bourgeoisie ne perdait pas un coup de dent. Quelques intellectuels parmi les plus en vue nous en donnèrent la preuve en faisant frapper une médaille pour remercier leur pourvoyeur de ses excellents menus. (Georges Sergy, *Voix du Peuple*, Lausanne, 21 mars 1908).

Voici l'inscription de l'avers de cette médaille :

Pendant
le siège de Paris,
quelques personnes ayant
accoutumé de se réunir chez M. Brébant.
tous les quinze jours, ne se sont pas, une seule
fois, aperçues qu'elles dînaient dans
une ville de deux millions
d'âmes assiégée

Au revers, on lisait :

A M. Paul Brébant.

Ernest Renan.	Ch. Edmond.
P. de Saint-Victor.	Thurot.
M. Berthelot.	J. Bertrand.
Ch. Blanc.	Marey.
Scherrer, E.	E. de Goncourt.
Dumesnil.	T. Gautier.
A. Nefftzer.	A. Hebrard.

« Le 24 décembre, écrivaient d'autres parfaits bourgeois, les frères de Goncourt, il est vraiment ironique de voir les Parisiens se consulter devant les boîtes de fer blanc des marchands de comestibles et des épiciers cosmopolites. Enfin, ils se décident à entrer, et sortent en portant sous leur bras le *boiled mutton* ou le *boiled beef*, etc. Toutes ces conserves possibles et impossibles de viandes, de légumes, de choses qu'on n'aurait jamais pensé devoir être la nourriture du Paris riche... 25 décembre. On a mangé les dernières huîtres hier. »

(5) Maréchal de Moltke : *La guerre de 1871.*

(6) Louis Fiaux : *La guerre civile de 1871.*

(7) Elie Reclus : *La Commune au jour le jour.*

(8) *Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars 1871* : Déposition d'A. Thiers, 24 août 1871.

(9) L. Seguin : *La Marseillaise*, 17 août 1879.

(10) *The Standard*, cité par Elie Reclus : *La Commune au jour le jour.*

(11) *Gazette de Cologne.* Dépêche reproduite par *Le Soir* et le *Journal officiel* de Paris, 8 avril 1871.

NOTES EN MARGE

Question imprudente.

Le *Signal de Genève* en répondant au *Peuple Suisse* s'écrie : « Est-ce que vous croyez que la question sociale sera résolue quand vous aurez fait augmenter les salaires....? »

Voyons, cher Monsieur P., soyez prudent, car si vraiment il ne sert à rien ou pas à grand'chose de faire augmenter les salaires, quel espoir laissez-vous donc aux salariés ? Si l'augmentation des salaires ne peut résoudre la question sociale, il ne reste plus qu'à envisager la suppression du salariat. C'est précisément ce que nous faisons, car vous avez raison, Monsieur P., oh ! combien vous avez raison, beaucoup plus que vous ne le pensez vous-même !

Polémique policière.

MM. Maunoir, Aubert et consorts ne pouvant se consoler d'avoir dû quitter la haute direction de la police, poursuivent une campagne acharnée contre les nouveaux titulaires, bien qu'en réalité il n'y ait rien de changé. Voyez plutôt les casuels des agents ! Depuis que l'abus en a été dénoncé, ils ont sensiblement augmenté !

Mais dans la polémique entre le *Journal de Genève* et le *Genevois*, ce dernier a plus d'une fois menacé M. Maunoir et ses amis de révélations sur ce qui se passait avant la direction de M. Perrier au Département de police. Et le *Journal* n'a jamais relevé le gant, tout en continuant ses attaques.

Le *Genevois* perdant patience a enfin fait allusion à un escroc russe, auquel M. Aubert aurait laissé le temps de s'enfuir, car il était doublé d'un mouchard de Nicolas le pendeur !

Le *Journal* s'est tu prudemment. Bien entendu, nous n'aurons pas de plus amples détails, car des deux côtés on a tout intérêt à n'en pas dire plus long, mais cela nous suffit.

L'ancien Directeur de la police genevoise faisait du mouchardage pour le compte de la Russie, et c'est l'organe gouvernemental même qui nous l'affirme. Ce n'est donc pas une calomnie d'anarchistes.

Maintenant M. Nicolet, député socialiste, était l'ami de ce complaisant Directeur et prétendait en obtenir toutes sortes de faveurs pour les réfugiés russe. Etait-il simplement dupe ?

Confusionnisme.

Le *Peuple Suisse* qui, il n'y a pas longtemps, témoignait de la sympathie pour nos momiers, a tout à coup changé de langage, sans doute parce que les cordons de certaines bourses ont dû se resserrer pour lui. Maintenant le voilà parti en guerre contre toutes les institutions du christianisme social. C'est ainsi que dans l'un de ses derniers numéros il faisait une critique violente de l'*Office social... ou Office des Poursuites*, avec beaucoup de raison, d'ailleurs.

Mais voici que nous apprenons qu'un même Office, sous la direction des mêmes personnes et avec le même but, vient de s'ouvrir à Lausanne. Le préposé à ce nouvel *Office des poursuites* est M. Charles Naine, le chef du parti socialistes neuchâtelois, qui pourrait encore mieux diriger un *Office des faillites*, afin de liquider d'abord la sienne, si possible.

Et nous nous sommes rappelé sa dédaigneuse réponse un jour que nous lui faisions remarquer qu'il nous semblait en retard sur le mouvement ouvrier : « Avant de nous rattraper, il vous faudra du temps. » Maintenant les plus tardigrades pourront aisément le rattraper chez M. Suter...

Que penser de nos socialistes condamnant à Genève ce qu'ils approuvent à Lausanne... Confusionnisme ?... Oui !... ou peut-être, non, question de galette !

Imprudence.

Voici ce que publie sous ce titre le *Genevois* : « Le *Peuple Suisse* commet une nouvelle grossièreté à l'égard des radicaux suisses. Il écrit :

Les ratés du radicalisme suisse trouvent de belles pensions dans les bureaux internationaux où on les case. Cela leur suffit. Un pour tous, tout pour quelques-uns...!

Si le *Peuple Suisse* nous citait ces « ratés » ? Nous pourrions — par échange de bon procédés — lui citer à notre tour les arrivés du parti socialistes pourvus de grasses prébendes grassement occupées. »

Traduisez : Nous sommes pourris, c'est vrai, mais en fait de pourriture, vous n'avez rien à nous envier ! — telle est la réponse faite invariablement aux élus du parti soi-disant socialiste et ouvrier, dès qu'ils se permettent la moindre attaque contre leurs concurrents politiques !

Il arrive même dans nos Conseils que les plus tarés des bourgeois font taire ainsi nos socialistes les plus bouillants !

La politique et les politiciens..... Pouah !

Les subventions.

Samedi dernier, au Grand Conseil, M. Maunoir répondant à l'interpellation de M. Moriaud qui se plaignait de ce que la grande salle de la Chambre du Travail eût été accordée pour une réunion des cheminots français en grève, a déclaré que déjà au mois de juillet le Conseil d'Etat avait protesté contre cet usage. Le Secrétaire de la Chambre de Travail, M. Schæfer, s'excusa en disant que le local de réunion était indépendant de la Chambre, mais cette excuse ne fut pas admise. La Chambre ensuite n'en a pas moins passé outre. Aussi, y aura-t-il bientôt changement. Une conférence a déjà eu lieu entre Conseil d'Etat et représentants de la Chambre de Travail et les statuts seront revisés de façon à donner statisfaction..... à tous les adversaires du mouvement ouvrier.

N'importe, c'est toujours nous qui sommes les confusionnistes, en combattant le système des subventions qui place les syndicats sous la direction et les ordres de l'Etat bourgeois. Car quelle que soit l'obligation qu'il plaira aux Maunoir et consorts de leur imposer, ces gens qui passent à la caisse gouvernementale, ne fût-ce que pour y toucher quelques maigres jetons de présence, ne sauraient en perdre l'habitude et accepteront tout.

Dans une ville où la population ouvrière est composée en majorité d'étrangers, la prétention du Conseil d'Etat constitue une véritable énormité, mais au lieu de protester hautement, nos créchiers se sont tenus cois et ont cherché des excuses puériles. Là dessus M. Schæfer s'est même rendu à Paris pour vanter l'indépendance laissée à notre Chambre de Travail par l'Etat ! Nous n'inventons rien.

Notons aussi que dans le programme socialiste ces subventions jouent le rôle le plus important, et nous aurons une idée du résultat que l'œuvre des élus socialistes peut nous donner : marchandages, abdications, palinodies, et enfin l'impuissance la plus complète. L. B.

La grève des Cheminots

Malgré son échec, la grève des cheminots français n'en reste pas moins un événement d'une grande portée sociale. La cessation, même très partielle, du transport des marchandises amène un tel désarroi dans la bourgeoisie qu'une atmosphère révolutionnaire s'en dégage immédiatement. Le ravitaillement des villes, les transactions commerciales et surtout le trafic des voleurs de bourse étant immobilisé, les banquiers qui tiennent tous les rouages de la société présente, deviennent impuissants. Au contraire, les cheminots se rendent compte, ainsi que tous ceux qui observent, quelle puissance ils possèdent ; ils tiennent en définitive, de par leur fonction même, les capitalistes dans leurs mains. Ce sont ceux qui font fonctionner les instruments de production qui peuvent en prendre la gestion totale, s'ils le veulent, s'ils savent le vouloir.

Qu'on joigne aux cheminots, les postiers, les mineurs, les dockers, les électriciens et les ouvriers de l'alimentation, que tous cessent le travail pour le compte des parasites et passent à l'expropriation des usines et ateliers, et voilà, d'une façon bien décentralisée, toute la bourgeoisie improductive sur le pavé. Cette sensation de la grève générale se résolvant dans la révolution, le mouvement des cheminots l'aura provoquée chez pas mal de prolétaires. Et c'est excellent.

Deux fautes énormes, de l'avis de tous, ont été commises lors de la grève des cheminots français, deux fautes que, par définition, nous signalons constamment, parce qu'elles apporteront toujours la déroute dans les rangs ouvriers. C'est la centralisation de l'organisation syndicale et la déviation politique du mouvement prolétarien.

Pendant dix ans, le Syndicat national des chemins de fer français s'en était remis à l'administration d'un homme, du gouvernemental Guérard. Tout tournait autour de lui. Tout était rapporté à lui. C'était dans les milieux ouvriers le régime monarchiste, tout simplement. Or voici que des camarades réussissent à se débarrasser de l'empereur Guérard. Mais que font-ils ? Au lieu de décentraliser l'organisation jusqu'à l'individu, au lieu de marcher sous l'inspiration, sous la poussée de la foule, ils établissent un comité central qui a des mots d'ordre à donner, qui tient seul le plan des manœuvres, qui dirige tout. Les éléments constituants du syndicat bouillonnent d'impatience ; on refrène leur esprit de révolte pour des motifs de discipline ; on prétend vouloir être prêt partout avant de se lancer ; il faut de l'unité dans l'action, dit-on ; remettez-vous-en aux hommes compétents. Ceux-ci, qui ne peuvent être partout sur les voies pour supporter l'insolence, l'arrogance des exploiteurs, n'en sentent pas l'étendue, ils limitent dans leur esprit l'agitation à leurs propres personnes, et comme ils sont peu nombreux ne croient jamais au mouvement de tous. On n'est pas prêt, il faut attendre ! Mais la révolte éclate quand même, le plan des manœuvres est dépassé ici et là, tandis qu'ailleurs les syndiqués bien « disciplinés » attendent des ordres. Les ordres ne peuvent venir, car le gouvernement a coffré les chefs, et au lieu d'aller de l'avant, les moutons centralisés s'affolent et rentrent au bercail. C'était inévitable.

Il y a encore la politique. Les cheminots, comme tous les ouvriers, ont des patrons directs, les entrepreneurs, les financiers à la tête de l'industrie et du commerce. Ce sont ceux-là qui les grugent, qui retiennent sur le salaire des ouvriers la plus-value dont ils vont constituer les bénéfices, la rente, le capital. Ce sont ces exploiteurs-là qu'il faut aller trouver. C'est devant eux qu'il faut réclamer, protester, manifester. En l'occurence c'était Rotschild. Et l'impopularité de cet estampeur phénoménal aidant, c'était un bon atout dans le jeu des cheminots que pouvaient apporter de vastes manifestations devant l'Hôtel de Rotschild. Mais les politiciens socialistes veillaient, à l'*Humanité*, sous la direction du pourrisseur Jaurès. On amena les militants des cheminots à s'adresser à Briand, on s'en servit pour monter une cabale antiministérielle. Ce fut la fin du mouvement. Rotschild désormais bien tranquille, se frottait les mains et pouvait escompter ses futurs dividendes nullement entamés. Grâce aux ineptes députés socialistes, le plus grand exploiteur de France et de Navarre était oublié. Et tandis que la mort dans l'âme, les cheminots reprenaient leur service à cinquante sous par jour, au Théâtre Bourbon on assistait aux jongleries des politiciens.

De tels fautes — centralisation et politique — ne doivent plus être commises. L'erreur n'a que trop duré. Place à l'autonomie des groupes, pratiquons l'action directe sur le terrain économique. Nous saurons alors où nous en sommes, nous ne nous en remettrons à personne du soin de nos affaires, nous ne laisserons plus dévier la lutte. Et c'est une condition de victoire essentielle. B.T.

A propos d'une lettre

Une convention existe entre ouvriers et patrons serruriers de Lausanne qui stipule qu'en hiver la journée de travail est de 9 heures, tandis qu'en été elle est de 10. Or, voici qu'une vingtaine de salariés ont envoyé à leur employeur la lettre suivante :

« En raison de la mauvaise année et du renchérissement de la vie, les soussignés, ouvriers dans vos ateliers, vous prient de bien vouloir maintenir la journée actuelle de dix heures pour cet hiver. »

Ces malheureux sont les créatures de la bourgeoisie, ils ont l'esclavage dans le sang. Et au lieu de chercher à s'affranchir du travail pour le compte d'un maître, ils se mettent d'eux-mêmes le plus possible sous sa coupe. On ne saurait imaginer pire ignorance de ses intérêts et pire résignation.

Vouloir, d'ailleurs, chercher une solution à sa situation dans des questions de gros sous, un peu plus ou un peu moins, indique combien les travail-

leurs ont le cerveau façonné par la bourgeoisie. On a beau travailler davantage pour arrondir sa paie, on a beau obtenir des augmentations de salaire, ça ne va qu'un petit bout de temps. Les trusteurs accaparent les marchandisent, le blé, la viande, le lait, le sucre, puis augmentent les prix dans des proportions exorbitantes, tandis que les propriétaires, élèvent les loyers ; et tout le réformisme du salariat aboutit bientôt dans les taudis à un désastre économique nouveau. La lutte dans les limites de la légalité est sans issue.

Mais la bourgeoisie avec ses écoles officielles, ses cours complémentaires et professionnels, ses journaux, églises et fêtes patriotiques réussit-elle seule à forger dans la masse prolétarienne de bons piliers de l'ordre, de ces esclaves qui réclament de travailler 10 heures au lieu de 9 ? Non, les corporatistes avec leurs statistiques savantes (?) destinées à démontrer qu'une amélioration du sort des ouvriers peut se faire par la lutte pour les questions de salaire ou par la tactique réformiste, entretiennent chez ces ouvriers les mêmes illusions légalitaires et, partout, le statu quo capitaliste.

Seule une attitude foncièrement révolutionnaire des syndicats pourra apprendre aux producteurs qu'il n'y a pas d'accommodement possible sur les normes de l'exploitation bourgeoise ; qu'il n'y a pas, d'une façon générale, à réclamer dix centimes de plus par jour, mais la suppression du salariat ; qu'il ne s'agit pas de travailler dix, huit, six heures pour le patron, parce que c'est six, huit, dix heures de trop, et que pendant ce temps on lui fournit les armes avec lesquelles il vous tient sous le joug — l'argent ; qu'on ne peut avoir dans les organisations ouvrières qu'un seul programme : la libération totale du travail.

Alors les syndicats prendront une signification formidable. Alors ils auront une action de rayonnement sur tous les salariés, alors ils seront des noyaux de ralliement, alors ils seront des groupements révolutionnaires. Tout autre attitude de leur part ne peut indiquer qu'ignorance et aboutir à la tromperie, car encore une fois, toute action dans les formes permises par la bourgeoisie ne saurait raisonnablement entamer celle-ci et changer un iota à l'exploitation de l'homme par l'homme.

L'immortel Proudhon disait : « L'organisation du travail doit être la déchéance du capital et du pouvoir ». Toute la lutte de classes est là, et rien que là. Qui pactise avec le pouvoir ou qui veut s'arranger avec le capital fait le jeu de la bourgeoisie. Tandis que la raison d'être du socialisme — de l'anarchisme ouvrier — est de rompre avec la vieille ordure.

J. W.

Ici et Là

L'Etat pédagogue.

La Société vaudoise des maîtres secondaires a mis à l'ordre du jour de sa dernière séance une discussion sur « les tendances de l'enseignement mathématique dans les écoles secondaires du canton de Vaud ». Le rapporteur voulant avoir une base étendue d'observation a demandé à ce sujet l'opinion de ses collègues. Or il ressort, clair comme le jour, des réponses de tous les maîtres de mathématiques vaudois que leur enseignement n'a aucune tendance, que l'*Ecole actuelle ne poursuit aucun but.* Le plus cocasse est de lire les réponses de tous ces pions. On leur demande quelle est la raison d'être de leur travail : ils n'en savent rien. Ils pétouillent pour aligner quelques lieux communs sur l'instruction en général. Mais ça sent l'embarras, l'ignorance. Ces pédagogues, grâce aux freins des programmes officiels, ne se permettent pas de penser, et ne savent pas le premier mot du pourquoi des mathématiques.

Une enquête semblable pour toute autre branche d'enseignement donnerait d'ailleurs exactement les mêmes résultats, car les professeurs officiels ont tous passé par la même filière, celle de l'Université d'Etat; ils sont tous sous la même coupe, celle du Conseil d'Etat.

Si les maîtres ne poursuivent aucun but dans l'enseignement — ce qui est bien la constatation la plus triste qu'on puisse faire, car enfin il s'agit de générations successives d'écoliers qui devraient devenir des hommes et ne seront que des pétouillons — les politiciens qui nous dirigent savent bien ce qu'ils poursuivent, eux. Ils veulent l'anéantissement de la personnalité de l'enfant, ils réussissent à tuer tout désir de recherche, toute spontanéité, tout esprit critique. La clairvoyance et l'audace sont dès lors bannies, car sans but dans l'enfance, on reste sans but plus tard et on ne peut être qu'un conservateur.

Il est tout de même atroce de penser que l'Etat nous fasse en arriver là. Il n'est que temps de réagir. Seule la révolution dans l'enseignement, par les méthodes de liberté et par l'intervention active des travailleurs intellectuels et manuels émancipés de toute tutelle gouvernementale et patronale, pourra sauver la Société d'une faillite intellectuelle irrémédiable.

Le narcotique électoral.

Décidément les conservateurs suisses veulent absolument que les ouvriers se mettent à voter pour que leurs ardeurs rénovatrices — bien timides pourtant — se calment. Après Python, le conseiller d'Etat ultramontain de Fribourg, après Bonnard, l'ex-député libéral de Lausanne, après Ador le politicien démocrate de Genève, voici que les partis aristocrates (!) vaudois, neuchâtelois et genevois recommandent aux bourgeois d'accepter la représentation proportionnelle afin de laisser entrer les députés socialistes au Parlement et de pouvoir les *assagir :* « Ils feront, eux aussi, l'apprentissage de la vie publique. Nous en avons déjà maint exemple. Ils apprendront, au contact des difficultés, que le gouvernement des peuples n'est point un art qui s'improvise. Ils s'accommoderont à notre vie nationale. Ils apprendront le droit. Et quand ils ne seront plus des révolutionnaires, ils exerceront sur leurs commettants l'action salutaire et bienfaisante d'apôtres de l'ordre et de la légalité ».

On n'est pas plus intéressé. Et cette amabilité mettra, espérons-le, la puce à l'oreille du peuple. Et il votera d'autant moins que ça ferait davantage les affaires de la bourgeoisie. Il n'y a que trop déjà d'apôtres de l'ordre et de la légalité — de l'ordre qui s'accommode de la misère du peuple de la légalité qui couvre les trusts d'accapareurs, et dresse l'armée contre les pauvres, les exploités, les travailleurs pour la défense des riches, des exploiteurs, des improductifs — il n'y a que trop d'endormeurs de la dignité et de la révolte ouvrière pour que de nous-mêmes nous en fabriquions encore.

C'en est assez. La bourgeoisie avec ses élections n'a d'autre but, de son propre aveu, que de nous « assagir » ? Gardons-nous rigoureusement de couper dans le panneau. Ce serait un reniement volontaire. A la boîte aux ordures le bulletin de vote !

C'est au contraire sur le terrain économique par la cessation générale du travail au profit des maîtres et par la reprise de possession de la terre et des instruments de production que nous établirons l'ordre véritable : l'égalité de tous les producteurs librement associés.

A Berlin.

Les travailleurs de Berlin, après les journées héroïques contre la police des quartiers de Moabit, ont repris leurs attaques dans le quartier de Wedning. L'origine des conflits se trouve dans le boycottage d'un maître boucher que des grévistes combattaient en éloignant les clients. La police ayant voulu intervenir, des groupes se formèrent aussitôt qui résistèrent arme au poing. Puis les patrouilles d'agents furent attaquées carrément. Ce que voyant, le préfet de police, ordonna ce qui suit :

« A la première résistance, dégaîner et charger à l'arme blanche. Si la foule persiste à lancer des pierres ou à attaquer, trente agents se coucheront à terre et exécuteront des feux de salve ; un agent sur trois devra tirer. Dans le cas où les désordres persisteraient, les agents exécuteront des feux de salve complets et passeront, s'il le faut au tir rapide et à volonté. Les agents à pied tireront au révolver, les agents à cheval tireront à la carabine ».

Un doux pays, comme on voit. Ce qui a engagé les soi-disant défenseurs des travailleurs, les social-démocrates prussiens, à combattre non pas les brutes de la préfecture, mais les camarades énergiques et admirables qui font la grève en même temps que la chasse aux policiers et aux patrons. En effet le *Vorwärts* les traite de « populace scélérate » et défend sévèrement aux membres du parti-socialiste de se mêler au combat des rues. Impossible d'être plus lâche.

LES ENNEMIS DE FERRER

Le vendredi 28 octobre dernier, un meeting commémoratif de la mort de Ferrer eut lieu dans la salle des sociétés savantes, à Paris. Les organisateurs étaient des politiciens, ridicules tapageurs. Le général Peigné présidait. Ce meeting fut marqué par un incident, auquel on pouvait s'attendre. Des camarades s'y étant rendus en grand nombre, firent lever brusquement la séance. A la sortie, les brutes policières tombèrent sur nos amis et une petite bagarre s'ensuivit, au cours de laquelle quelques arrestations eurent lieu.

✠

Je ne comprends pas trop quels motifs peuvent avoir ces mauvais bergers de la politicaille pour agiter de la sorte le spectre de Ferrer.

Le fondateur de l'Ecole Moderne était leur adversaire ; anarchiste, il combattait la politique et ses souteneurs aussi bien que l'armée et la bourgeoisie avec une ardeur inlassable. Son école, répétons-le encore une fois, était franchement libertaire, c'est-à-dire contraire à tout système gouvernemental.

Que veulent-ils donc les Pelletan, Rouanet et autres politiciens, et surtout le général Peigné ? Pourquoi cet entêtement à commémorer la mort d'un homme qui, vivant, aurait craché son mépris à la face de cette bande d'exploiteurs ? Il n'y a, il ne peut y avoir rien de commun entre Ferrer et ses hypocrites apologistes.

Les républicains de France ou d'ailleurs valent bien ceux de l'Espagne. Le général Peigné, lui, est digne du général espagnol Weyler, la brute sanguinaire qui tortura et massacra horriblement des milliers d'hommes lors de la dernière guerre-vente de l'île de Cuba et qui est maintenant chargé de *rétablir l'ordre* dans la Catalogne.... Et il le fait avec une férocité inouïe.

Il faudrait aussi rappeler le plus souvent possible que ce sont les républicains qui ont vendu Ferrer, qui l'ont dénoncé comme le principal instigateur de la révolte de l'année dernière, tout en sachant qu'il était innocent. Veut-on des noms ? Emiliano Iglesias, aujourd'hui député à la Chambre, et tant d'autres !... Tous contribuèrent lâchement à la perte de l'éducateur anarchiste. Et alors que ce sont des militaires qui l'ont condomné et exécuté, comment un général ose-t-il glorifier sa mémoire ?

C'est à nous, camarades, de faire cesser cette comédie indigne; c'est à nous de démasquer les ennemis de notre regretté Ferrer; à nous encore d'empêcher que l'Ecole Moderne de Ferrer soit changée en une espèce d'école laïque, nuisible à l'émancipation du peuple producteur par son enseignement patriotique et bourgeois.

Je ne finirai pas cet article sans relever un fait tout récent.

Vous rappelez-vous l'attentat contre Maura, le sinistre assassin espagnol ? Un justicier, Manuel Posa, déchargea sur lui quelques coups de revolver. Or, toute la presse bourgeoise, social-républicaine espagnole et étrangère, cette même presse qui en de vibrants articles demandait à grands cris les têtes d'Alphonse, de La Cierva, de Maura, s'éleva furieuse contre l'exécuteur de leur désir dès que l'attentat eut été accompli. Manuel Posa fut flétri et injurié par ceux-là même qui l'avaient incité à agir. Avant l'attentat, le héro attendu était couvert de gloire... après... d'injures.

Toujours haineux, les députés républicains chantèrent à la chambre les *gloires* de Maura, l'assassin de Ferrer, accablant Posa, le jeune vengeur du fusillé.

Voila les hommes qui prétendent commémorer l'anniversaire du Martyr; voilà les répugnants corbeaux !

José SILAVITSE.

P.-S. — Dans mon dernier article concernant le journal *La Huelga General* (La Grève Générale) qui va paraître à Barcelone incessamment, j'avais donné l'adresse du camarade Miranda. Or, ce camarade se trouve en prison, ainsi que beaucoup d'autres qui formaient le groupe « Pro-Huelga General », car la répression brutale s'accentue en Espagne. Par conséquent, les camarades qui désirent aider au journal ou correspondre avec le groupe éditeur, devront s'adresser à Palmiro Flores, calle de Rosal, nº 1, 1º, 2ª, Barcelona (Espagne).

JOURS D'EXIL

1re partie, par Ernest CŒURDEROY. (Un fort volume in-18, 3 fr. 50). En vente au *Réveil*, 2 fr. 50.

La destinée qui tourmenta Ernest Cœurderoy pendant sa vie fut plus cruelle encore pour son œuvre. L'homme connut l'exil, mais après sa mort, les circonstances semblent se concerter pour proscrire sa pensée et retrancher son nom de notre histoire. Ses ouvrages, publiés à Londres et à Bruxelles, de 1852 à 1855, furent interdits en France, et la famille de Cœurderoy, effrayée par la hardiesse inouïe de ses écrits, détruisit les volumes qu'elle trouva. De très rares exemplaires, conservés par de fervents admirateurs, subsistent encore, mais avec eux pouvait disparaître l'œuvre que nous faisons connaître.

L'injustice humaine arrache à ce solitaire des chants tragiques. A chaque page éclate, en un langage admirable, l'amour de la liberté, la révolte contre la société établie, et une audace de pensée qui anticipe et souvent dépasse nos conceptions les plus modernes. Ainsi Cœurderoy, l'isolé, le poète, complète Proudhon et Bakounine.